

# non conventionnelles ?

Pour pallier ce handicap, l'Administration Bush lance en juin 2002 une large étude pour la construction de munitions sous le concept «Robust Nuclear Earth Penetrator» (RNEP). Le programme est amorcé par l'usage du cœur non modifié de la bombe stratégique B83. La publication de la Nuclear Posture Review élaborée et énoncée en 2002, appelle à «revitaliser le complexe de fabrication des armes nucléaires pour concevoir, développer, construire et certifier de nouvelles munitions nucléaires, destinées à des engagements opérationnels sur cibles mobiles, ou contre des bunkers profondément enterrés». En décembre 2002, le président G. W. Bush, précisait lors de son discours sur la stratégie nationale que «les agences civiles et militaires de notre pays doivent être en possession d'une gamme complète de possibilités opérationnelles pour contrer toute menace d'armes de destruction massive». Des solutions de type

Theater Nuclear Planning qui préparent à l'utilisation non stratégique d'armes nucléaires sont en cours de définition au quartier général du Stratcom à Omaha. En novembre 2003, le Congrès cède et lève l'amendement Spratt-Furse (en vigueur depuis 1993), qui interdisait toute recherche sur des armes nucléaires de puissance inférieure ou égale à 5 kilotonnes. Pour l'année 2004, le Congrès libelle une enveloppe de 6,3 milliards de dollars pour l'ensemble des activités de recherche dans le domaine des armes nucléaires, et 7,5 millions de dollars sont alloués au seul programme Rnep. Dans cette enveloppe un chapitre est consacré au site d'essais nucléaires du Nevada, le montant ne sera pas utilisé pour sa décontamination, mais à la remise en fonction des installations et équipements afin de permettre de nouveaux essais nucléaires souterrains, il devient indispensable de passer par un tir réel, pour obtenir les certifications <sup>(7)</sup>. Les Etats-Unis vont ainsi rompre leur adhésion au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)<sup>(8)</sup>. Cette reprise est également une violation majeure du TNP, en son article VI : les puissances nucléaires doivent s'engager à négocier la fin de la course aux armes nucléaires. Le 6 septembre 2005, le général Richard B. Meyers, chef d'état-major conjoint de l'armée des Etats-Unis, remettait au secrétaire à la Défense D. Rumsfeld, le rapport *Doctrine for joint nuclear operation*.

Ce document émane d'une demande de la Maison- Blanche, concernant une réévaluation de la *Nuclear posture* de 2001. Le projet soumis à l'approbation présidentielle détaille quatre cas de réponse préventive : lorsqu'un ennemi à l'intention d'utiliser (contre les Etats-Unis) des armes de destruction massive, en cas d'attaque imminente avec des armes biologiques que seule une arme nucléaire peut préventivement détruire, des dispositifs militaires ennemis profondément enterrés et hors d'atteinte conventionnelle. Il était important de démontrer la capacité des Etats-Unis à un usage effectif du feu nucléaire, pour une plus haute dissuasion. Le principe de la dissuasion est considéré comme irrelevante, il doit donc être abandonné pour une stratégie d'emploi d'armes nucléaires en première frappe, y compris pour un usage préemptif. Les puissances nucléaires en titre, mais aussi tous les autres détenteurs du feu nucléaire vont devoir abaisser le seuil

**Tout ce qui franchit un seuil connu est réputé non conventionnel. Truisme que cela. Une arme non conventionnelle est l'avenir souhaité d'une arme conventionnelle. C'est un interdit dépenalisé qui assèche les polémiques, et rend la paix aux praticiens. Le vrai danger non-conventionnel réside dans l'affranchissement des militaires des pouvoirs politiques et parlementaires, mais aussi de leur plus grande obéissance aux logiques et déterminismes des panoplies.**

de nucléarisation de leurs réponses en cas de guerre, par un emploi symétrique de mininukes. Jusqu'à présent, l'ultime décision de recours au feu nucléaire ne peut être prise qu'au plus haut sommet du pouvoir politique. Les seuils de réponse nucléaire considérablement abaissés vont exiger des prises de décision en des temps infiniment plus courts, c'est-à-dire se transformer en décisions techniques d'état-major, et il n'est pas exclu qu'elles soient même entièrement automatisées. L'usage du feu nucléaire sera alors du strict ressort de l'intelligence militaire. Certaines *think tanks* ont évoqué la possibilité de «preemptive strikes» nucléaires, en usage tactique. A l'heure actuelle aucune doctrine militaire n'a encore su théoriser les règles d'un appui tactique nucléaire. Cette dérive, immanquablement, ferait perdre sa stabilité, et donc son sens à la dissuasion nucléaire. Cette suprême dissuasion, qui n'a de raison que dans son non-emploi, serait ainsi *désanctuarisée* et rendue au *servum pecus* militaire. La mininuke deviendra une arme nucléaire *conventionnelle*. Elle ne sera pas une arme de guerre mais de règlement de conflits. Le Startcom demande et obtient le remplacement du vocable «guerre» par celui

de «conflit», ce qui lui permet une plus fine adhésion à la Charte des Nations unies, qui en toutes circonstances «recommande la prévention des conflits».

## Existe-t-il une responsabilité ?

Depuis toujours, les guerres ont troublé les consciences de ceux qui ne les pratiquent pas. Des accords, des conventions, des règles édictées ont prétendu en humaniser l'exercice. Humaniser, c'est-à-dire administrer une mort connue, qui peut encore être représentée, et de peu d'étendue. L'effort est resté de faible écho, depuis les accords du Latran de 1139 qui voulurent prohiber l'usage de l'arbalète, de rendement létal jugé fort élevé. Mais qui peut alors outrepasser ces interdictions, toutes morales, sans risquer aucune sanction, jamais ? Un vainqueur tangible, resté éminemment puissant, après une victoire tangible, avec des effets durables, en des moments de grande lisibilité des événements.

C'est largement le cas des Etats-Unis, puisqu'ils inspirent et orientent le droit international. Mais également, des alliés qui entrent dans la composition fine des intérêts de ce vainqueur. C'est le cas d'Israël comme «allié». Toutes les campagnes militaires de l'Etat hébreu permettent au Pentagone de vérifier les qualités «d'insertion» de l'armée israélienne : avant la première guerre du Golfe, elle était en situation d'alliance privilégiée, quoique supplétive, mais aujourd'hui, elle est finement intégrée dans le dispositif stratégique américain, y compris dans ses différents aspects opérationnels et logistiques. L'armée israélienne fonctionne comme la pointe avancée de l'alerte préventive américaine (avec l'installation du système antimissile Arrow) contre les menaces balistiques d'«états-voyous», dans le cadre de la *Cooperative Defense Initiative*. Certes, toujours amarré, Israël est le plus grand et le plus sophistiqué des porte-avions américains. Cela, permet aussi au Pentagone de tester en situation «rélevante» toutes les innovations et modifications apportées aux munitions utilisées lors de l'invasion de l'Irak.

## Un exemple «d'expérimentation»

A l'été 2006, durant l'offensive au Liban contre le Hezbollah, l'utilisation de la bombe «bunker buster» à forte pénétration, GBU-28 de Lockheed Martin à pointage par laser et pesant 2,3 tonnes. Délivrée par des chasseurs-bombardiers F-15, elle peut perforer

une enceinte de 7 mètres de béton armé. La GBU-28 a été utilisée pour la première fois sur Bagdad lors de la deuxième guerre du Golfe. Le test porte sur des modifications introduites sur les senseurs laser et sur la centrale inertielle. Le deuxième test concerne des missiles dotés d'organe «Joint Direct Attack Munitions» pour un guidage GPS couplé à une centrale inertielle tout temps (GPS/INS) réalisé et conçu par la très vertueuse firme Boeing.

Ces «expérimentations» relèvent toutes du *Training and Doctrine Command* (Tradoc), programme élaboré à la fin des années soixante dix par les généraux Creighton Abrams et Bill De Puy, et qui va concevoir les armes de la première guerre du Golfe (le char de combat Abrams, le véhicule de combat d'infanterie Bradley, l'hélicoptère d'attaque Apache, le missile antimissile Patriot, Le système lance-roquettes multiple MLRS).

Les concepts Tradoc sont vérifiés au *National Training Center* à Fort Irwin, dans le désert Mojave, mais aussi au Joint Readiness Training Center à Fort Polk en Louisiane et qui forme aux opérations de basse intensité : lutte antiterroriste, contre-guérilla, et combat urbain, avec un sous-programme de confection israélienne, le *Military Operations on Urbanized Terrain*.

Tout ce qui franchit un seuil connu est réputé non conventionnel. Truisme que cela. Une arme non conventionnelle est l'avenir souhaité d'une arme conventionnelle. C'est un interdit dépenalisé qui assèche les polémiques, et rend la paix aux praticiens. Le vrai danger non-conventionnel réside dans l'affranchissement des militaires des pouvoirs politiques et parlementaires, mais aussi de leur plus grande obéissance aux logiques et déterminismes des panoplies<sup>(9)</sup>.

Une arme confectionnée doit être expérimentée au plus proche de ses possibilités, c'est-à-dire dans une situation de guerre réelle. Elle commande des améliorations, des itérations, des suites, mais également une continuelle réorganisation du contexte logistique et technologique : un dialogue avec d'autres armes, une intégration plus poussée dans les schémas d'engagements, des chaînes de commandement raccourcies et plus efficaces, des mentalités retravaillées....La panoplie exige de se déployer sans contrôles. Irriguée par la finance et le renseignement, elle devient «complexe militaro-industriel». Un mot ancien venu de la théologie latine, *l'acédie*, peut encore en rendre compte.

S. S. K.

**\* Mathématicien, maître de conférences, Université III, Constantine**

1) Le programme HAARP (High-Frequency Active Aural Research Program) est conduit conjointement par l'US Air Force et l'US Navy en collaboration avec l'université de l'Alaska, qui a débuté en 1993 par la construction d'une station de recherche concernant les propriétés de l'ionosphère basée sur un site du Département américain de la Défense (DoD) à Gakoma. Il vise à développer une nouvelle génération d'armement dans le cadre de l'Initiative de défense stratégique (IDS) Il est question de construire un système de puissantes antennes capable de provoquer «des modifications locales contrôlées de l'ionosphère». L'élément central de HAARP est un émetteur HF qui génère un signal de grande puissance dirigé vers une région de l'ionosphère afin d'en élever la température localement, d'étudier les processus physiques complexes qui s'y produisent, d'observer les conséquences de cette perturbation, et de tenter de reproduire certains phénomènes artificiellement. En fonction d'intérêts économiques et stratégiques américains, il pourrait permettre de modifier de manière sélective le climat de diverses parties du monde et avoir pour effet de déstabiliser des systèmes agricoles et écologiques. Il convient aussi de mentionner que le ministère de la Défense des États-Unis a consacré d'importantes ressources à la mise au point de systèmes de reconnaissance et de surveillance des changements climatiques. La NASA et la NIMA (National Imagery and Mapping Agency) sont associées au programme HAARP.

Le DoD qui doit remettre un rapport final d'étude au NEPA (National Environmental Policy Act) définit HAARP comme un «effort scientifique destiné à étudier les propriétés de base et le comportement de l'ionosphère avec un accent particulier sur la capacité à mieux le comprendre et l'utiliser pour accroître l'efficacité des communications et des systèmes de surveillance tant à des fins civiles que militaires».

2) Cluster Bomb Unit

3) Terme générique qui désigne les bombes guidées par laser, et pratiquement toutes les munitions air-sol américaines. L'essentiel des GBU sont des paveway. La recherche débute en 1964 dans les laboratoires de Texas Instrument. Aujourd'hui, Lockheed Martin et Raytheon sont les principaux fournisseurs de l'Armée de l'Air des États-Unis. Raytheon se réserve le droit exclusif d'utiliser Paveway comme le nom d'une marque de fabrique.

4) Guided Bomb Unit

5) Il s'agit de Essentials of Post-Cold War Deterrence.

6) Que l'on se rappelle l'accident de l'essai nucléaire français de nom de code Béryl, le 1er mai 1962, dans le désert algérien. La bombe a été déposée dans une galerie creusée dans une montagne en forme de spirale et obstruée par du béton armé et un treillis de poutrelles métalliques. Lors de

l'explosion l'obturation cède et provoque l'ouverture d'une large cheminée, avec un important rejet de nuage radioactif. Toute la région de In Ecker fut contaminée. L'expérience Béryl peut s'apparenter à un tir nucléaire de destruction d'enceinte profondément enfouie.

7) Un des cahiers des charges impose d'effectuer un tir nucléaire dans les 24 mois qui suivent une «autorisation» de la Maison Blanche. Le délai actuel est de 36 mois. Mais le président Bush a permis la poursuite d'un programme de tirs «sous-critiques» ou froids : c'est le cas de détonations contrôlées, d'un explosif conventionnel autour d'une faible quantité de plutonium, mais qui ne déclenche pas de réaction en chaîne. Il s'agit de vérifier la permanence des paramètres d'utilisation de la munition.

8) Le Comprehensive Test Ban Treaty, traité international a été signé en septembre 1996 durant la Conférence du désarmement, à New-York. Son article premier stipule : chaque Etat partie entreprend de ne pas effectuer la moindre explosion de test d'arme nucléaire ou d'autre explosion nucléaire, et d'interdire et prévenir toute explosion nucléaire de ce type en tout lieu de sa juridiction et sous son contrôle.

9) Nous avons précisé cette notion dans un précédent article «Un préalable électronique à toute guerre» paru dans le journal El Watan, jeudi 26 septembre 2013.